



Rapport financier intermédiaire Troisième trimestre terminé le 31 mars 2014

www.h2oinnovation.com
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX inc. : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H₂O Innovation pour le trimestre terminé le 31 mars 2014, en comparaison avec la période correspondante terminée le 31 mars 2013, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer la situation financière au 31 mars 2014 à celle du 30 juin 2013. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation de termes tels que « anticiper », « si », « croire », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « avoir l'intention », « peut », « pourrait », « devrait », « sera », et d'autres expressions similaires ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la Notice annuelle de la Société datée du 24 septembre 2013. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ont fait l'objet d'un examen par l'auditeur externe de la Société, à l'exception des données comparatives correspondantes qui n'ont pas fait l'objet d'un examen par l'auditeur externe de la Société. Ils ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

VISION, MISSION ET PROFIL

NOTRE VISION

Créer de la valeur pour nos actionnaires de façon soutenue en devenant les meilleurs en Amérique du Nord, travaillant de concert avec les firmes d'ingénierie à concevoir et fabriquer des solutions de traitement des eaux sur mesure, aidés par nos fortes capacités techniques et d'analyse, qui nous permettent de maximiser l'efficacité, la durabilité et la performance des systèmes.

NOTRE MISSION

Concevoir et fournir des solutions de haute performance fiables, intégrées et adaptées aux différents besoins de traitement des eaux, dans un environnement en constante évolution.

NOTRE PROFIL

H₂O Innovation fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. H₂O Innovation conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Ces produits consistent en une gamme complète de produits chimiques de spécialités et une gamme complète de raccords flexibles. Comptant environ 130 employés et disposant de six places d'affaires en Amérique du Nord.

MESURE FINANCIÈRE NON CONFORME AUX IFRS

Dans ce rapport de gestion, la direction de la Société utilise une mesure qui n'est pas conforme aux IFRS. Les mesures « BAIIA ajusté avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA ajusté) » et « dette nette » ne sont pas définies par les IFRS et ne peuvent être présentées formellement dans les états financiers consolidés.

La définition du BAIIA ajusté ne prend pas en compte les variations de la juste valeur des contreparties éventuelles, la dépréciation du goodwill, l'amortissement des immobilisations incorporelles, les charges de rémunération à base d'actions, le gain sur entente de règlement et la quote-part des (gains) pertes d'une coentreprise. Le lecteur a la possibilité d'établir le lien entre le BAIIA ajusté et la perte nette. La définition du BAIIA ajusté utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

Bien que le BAIIA ajusté ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction, les analystes, les investisseurs et les acteurs financiers pour évaluer la performance et la gestion de la Société d'un point de vue financier et opérationnel.

Rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice (à la perte) net(te)

	Périodes de trois mois terminées le 31 mars		Périodes de neuf mois terminées le 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	(216 314)	86 834	(1 186 889)	845 384
Charges financières – nettes	137 693	177 164	440 578	590 304
Impôts sur le résultat	(28 553)	(658)	98 284	14 391
Amortissement des immobilisations corporelles	77 342	72 226	217 088	209 533
Amortissement des immobilisations incorporelles	331 176	181 148	704 701	536 843
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	(4 644)	-	(5 644)	-
Charges de rémunération à base d'actions	2 422	7 135	10 495	32 483
Gain sur entente de règlement	-	-	-	(404 189)
Quote-part des (profits) pertes d'une coentreprise	-	6 177	-	(6 142)
BAIIA ajusté	299 122	530 026	278 613	1 818 607

La définition de la dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. Le lecteur a la possibilité d'établir le lien entre la dette nette et la dette. La définition de la dette nette utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

Bien que la dette nette ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction, les analystes, les investisseurs et les acteurs financiers pour évaluer la gestion du capital de la Société.

	Période terminée le 31 mars 2014	Période terminée le 30 juin 2013
Découvert bancaire	179 068	256 701
Emprunts bancaires	3 516 309	3 375 843
Tranche courante de la dette à long terme	834 720	2 808 261
Dette à long terme	456 607	64 996
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	<u>(921 246)</u>	<u>(303 936)</u>
Dette nette	<u>4 065 458</u>	<u>6 201 865</u>

ACQUISITION DE PIEDMONT PACIFIC CORPORATION

Le 5 décembre 2013, la Société a acquis la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de Piedmont Pacific Corporation (« Piedmont »), une compagnie située à Oakland en Californie, et l'un des principaux fabricants de raccords de tuyaux flexibles et d'autres adaptateurs de tuyaux destinés à des environnements hautement corrosifs. Le coût d'acquisition pour cette transaction était de 4 252 165 \$ (3 978 447 \$US) et est sujet à certains ajustements de fonds de roulement. L'acquisition a été financé par un placement privé et un placement privé sans l'entremise d'un courtier supplémentaire concomitant d'actions ordinaires de la société au prix de 0,23 \$ l'action ordinaire moyennant un produit brut total de 8 001 800 \$.

L'acquisition de Piedmont permettra à la Société d'accroître sa présence dans l'industrie du dessalement par membranes à travers un vaste réseau de ventes international que la Société a l'intention de maintenir et de soutenir activement. Également, la Société envisage de multiplier les synergies en utilisant son réseau de ventes de produits chimiques de spécialité existant, lequel interagit quotidiennement avec des clients achetant des raccords de tuyauterie. Sur le plan financier, nous prévoyons que la transaction créera immédiatement de la valeur et permettra d'accroître nos résultats financiers. Nous croyons que cela permettra à la Société de couvrir 90% de ses charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs à partir de la marge brute générée par la vente de nos consommables (produits chimiques, pièces de rechanges, produits acéricoles, contrats de service et maintenant, raccords de tuyauterie).

Piedmont a été intégré aux activités courantes de la Société et bénéficie de nos capacités de tests, d'entreposage, d'emballage et d'expédition de notre usine existante située à Vista, en Californie, réduisant ainsi les coûts d'exploitation. La solide expérience de la Société pour la livraison internationale et locale de produits chimiques de spécialité pour ses clients permet de continuer à offrir aux clients de Piedmont un service à la clientèle exceptionnel. De plus, l'expérience et les capacités d'ingénierie de la Société en matière de conception de systèmes membranaires contribuent à renforcer le développement de produits et le support technique.

La répartition du prix d'acquisition est préliminaire et fondée sur les meilleures estimations de la direction en date du 31 mars 2014. La répartition définitive du prix d'acquisition devrait être terminée dès que la direction aura fini de rassembler toutes les informations importantes, disponibles et nécessaires pour finaliser la répartition en ce qui a trait aux moules et aux actifs incorporels tels que le carnet de commandes, les relations clients, les dessins techniques et la marque de commerce.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le troisième trimestre de l'exercice financier 2014 a été marqué par les efforts déployés par la Société pour accélérer l'intégration des produits de raccords flexibles de tuyauterie de Piedmont à celle de nos autres produits de spécialités avec l'objectif d'élargir notre offre-produit auprès de notre clientèle existante et nous permet ainsi de maximiser l'utilisation de notre réseau de distributeurs et de nos ressources déjà en place.

Dans le but de faciliter cette intégration, la Société a ajouté du personnel dédié à ses équipes technico-commerciales de même que dans ses services de logistiques et approvisionnement dans le but de rencontrer la demande grandissante. Depuis l'acquisition de Piedmont, quelques contrats majeurs ont été sécurisés lesquels viennent « gonfler » nos revenus. Parmi ces contrats, nous fournirons des raccords flexibles de tuyauterie résistants à la corrosion pour quelques-unes des plus grandes usines de dessalement en construction dans le monde, tels que Sorek (Israël), Carlsbad (États-Unis), la dernière expansion de Fujaira (États arabes unis), Sadara (Arabie Saoudite) et Escondida (Chili).

De plus, au cours de ce troisième trimestre terminé le 31 mars 2014, la Société a continué d'être affectée par un bas niveau de livraison de ses projets de traitement d'eau comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Bien que les revenus récurrents aient augmenté de 32,8%, passant de 4,0 M \$ à 5,4 M \$, nos revenus combinés ont été insuffisants pour atteindre la profitabilité. L'investissement dans des ressources technico-commerciales à l'équipe de ventes de projets de traitement d'eau au début de l'année 2013, reflété dans le niveau des frais de ventes, nous a permis de sécuriser plus de 20 M \$ de nouvelles commandes au cours des deux derniers trimestres. Avec un carnet de commandes de 23,5 M \$, la Société est en bonne position pour atteindre ses objectifs de croissance dans les trimestres à venir.

Principales données financières (non vérifiées)

	Périodes de trois mois terminées		Périodes de neuf mois terminées	
	le 31 mars	le 31 mars	le 31 mars	le 31 mars
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Revenus	9 826 466	9 966 466	26 935 113	29 368 446
Bénéfice brut avant amortissement	2 682 096	2 682 096	7 132 994	7 439 109
Marge bénéficiaire brute avant amortissement	27,3%	25,2%	26,5%	25,3%
Charges d'exploitation	253 535	218 394	654 765	493 535
Frais de vente	1 053 254	853 744	2 971 165	26 601 528
Frais administratifs	972 410	925 700	2 999 523	2 642 816
Frais de recherche et de développement – nets	51 197	-	198 648	-
Bénéfice (Perte) net(te)	(216 314)	86 384	(1 186 889)	845 384
Bénéfice (Perte) de base et dilué(e) par action	(0,002)	0,001	(0,015)	0,014
BAIIA ajusté	299 122	530 026	278 613	1 818 607

Revenus et marge bénéficiaire brute avant amortissement

Les revenus de ce troisième trimestre ont totalisé 9,8 M \$ comparativement à 9,9 M \$ au cours du même trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution de 0,1 M \$ ou 1,4%, est principalement attribuable au plus bas niveau de revenus provenant de la livraison et de l'avancement de projets. Les revenus tirés de projets de traitement d'eau ont atteint 4,4 M \$ au cours de ce trimestre comparativement à 5,9 M \$ au cours du même trimestre l'an dernier.

Néanmoins, les revenus provenant de la vente de produits de spécialités et services continuent de progresser à la hausse atteignant 5,4 M \$ au cours de ce trimestre comparativement à 3,4 M \$ au trimestre correspondant de l'exercice 2013. Cette augmentation de 32,8% est principalement le reflet de l'intégration des activités de Piedmont. Nous avons également augmenté notre part de marchés dans le nord-est des États-Unis pour les équipements destinés à l'acériculture. La Société continue de déployer des efforts pour élargir notre réseau de distributeurs de produits chimiques et assurer la continuité de service auprès de notre clientèle de systèmes. L'augmentation continue des revenus de nature récurrente contribue à stabiliser notre modèle d'affaires, augmente nos marges bénéficiaires et préserve à long terme nos relations clients.

En dépit d'une diminution du chiffre d'affaires au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, la marge bénéficiaire brute avant amortissement a atteint 27,3% comparativement à 25,2% au cours du trimestre comparable de l'exercice 2013. Cette augmentation s'explique principalement par la contribution grandissante des revenus de produits de spécialités et services générant de plus fortes marges et par l'amélioration continue dans l'exécution de nos projets. Les différentes initiatives implantées depuis le 30 juin 2012 pour renforcer tant l'exécution des projets que les opérations de fabrication continuent de contribuer favorablement au maintien d'une marge bénéficiaire plus élevée. Différents standards sont également en cours d'implantation et visent la réduction de nos heures d'ingénierie et de fabrication imputées à chaque projet. L'atteinte de ces plus hauts standards de qualité nous permettra un contrôle accru du temps de main d'œuvre alloué à chacun de nos projets.

Au cours du trimestre, la Société a ajouté 10,6 M \$ de nouvelles commandes de projets de traitement d'eau. Ces nouvelles commandes, moins les revenus constatés des projets de traitement d'eau au cours du trimestre, ont amené le carnet de commandes associés aux projets à 23,5 M \$ au 31 mars 2014 comparativement à 15,4 M \$ au 31 mars 2013. Les nouvelles commandes de ce trimestre incluent 10,0 M \$ pour fournir un système d'osmose inverse pour le dessalement d'eau de mer pour le projet *Monterey Peninsula Water Supply* en Californie, États-Unis. Il s'agira de la deuxième plus importante usine en Californie et la troisième plus importante aux États-Unis.

Globalement, notre ratio de commandes sur les revenus au cours des deux derniers trimestres est demeuré au-delà de 2,0, lequel est un bon indicateur que nous assisterons à une augmentation des revenus dérivés des projets de traitement d'eau au cours des trimestres à venir.

Le carnet d'opportunités de vente de projets actuel est riche en opportunités lesquelles devraient permettre à la Société de garnir son carnet de commandes pour supporter sa croissance. Nous maintenons une activité de soumissions stratégiques et ciblées et les efforts de la direction devraient permettre au carnet de commandes de la Société de croître à un rythme constant.

Le tableau suivant présente l'évolution des revenus et des nouvelles commandes de la Société, ainsi que la fluctuation de son carnet de commandes au cours des sept derniers trimestres.

	Exercice 2013				Exercice 2014			Douze derniers mois	Douze mois précédents
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	(T4 2013 & T1, T2 & T3 2014)	(T4 2012 & T1, T2 & T3 2013)
Carnet de commandes	20,4 M \$	18,7 M \$	15,4 M \$	14,1 M \$	12,4 M \$	17,3 M \$	23,5 M \$	N/A	N/A
Commandes de projets de traitement d'eau	6,7 M \$	4,3 M \$	2,6 M \$	4,3 M \$	3,4 M \$	9,6 M \$	10,6 M \$	28,0 M \$	18,3 M \$
Revenus provenant des projets de traitement d'eau	7,1 M \$	6,0 M \$	5,9 M \$	3,9 M \$	5,1 M \$	4,7 M \$	4,4 M \$	18,1 M \$	26,6 M \$
Ratio commandes / revenus	0,9	0,7	0,4	1,1	0,67	2,0	2,4	1,5	0,7
Revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables (généralement récurrents)	2,9 M \$	3,4 M \$	4,0 M \$	2,9 M \$	3,2 M \$	4,1 M \$	5,4 M \$	15,6 M \$	14,2 M \$
Revenus totaux	10,0 M \$	9,4 M \$	9,9 M \$	6,8 M \$	8,3 M \$	8,8 M \$	9,8 M \$	33,7 M \$	40,8 M \$

Le total des revenus pour les douze derniers mois a atteint 33,7 M \$, contre 40,8 M \$ pour les douze mois précédents, reflétant un ralentissement dans les activités liées aux projets de traitement d'eau, en dépit d'une hausse des revenus des produits de spécialités et services.

Les revenus provenant de produits de spécialités et services ont atteint 15,6 M \$, une augmentation de 1,4 M \$ comparativement aux douze mois précédents. Ce niveau de revenus permet à la Société de couvrir une importante portion de ses charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs, ce qui contribue à réduire la variabilité des activités reliées aux projets de traitement d'eau.

Charges d'exploitation

Démontrant une augmentation d'environ 35 000 \$, les charges d'exploitation totalisent 0,3 M \$ comparativement à 0,2 M \$ au même trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par l'intégration de Piedmont laquelle a requis l'ajout de nouvelles positions pour solidifier la chaîne d'approvisionnement, développer de nouveaux fournisseurs et assurer la livraison technique des produits de Piedmont. Dans une moindre mesure, l'augmentation est aussi causée par des investissements depuis la deuxième moitié de l'exercice 2013 pour supporter l'amélioration des produits chimiques de spécialité et la chaîne d'approvisionnement et logistique.

Frais de vente

Les frais de vente ont augmenté d'environ 200 000 \$, s'élevant à 1,1 M \$ pour ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré des revenus en baisse de 1,4 %. Les frais de vente sont liés aux nouvelles commandes et aux revenus mais ne fluctuent pas de manière proportionnelle. Cette augmentation est principalement due à l'embauche de i) responsables des ventes responsables d'identifier de nouvelles opportunités de nouveaux systèmes de traitement d'eau et de projets et : ii) d'ingénieurs de procédés et d'application. L'augmentation de ce niveau de dépenses s'inscrit dans notre plan d'affaires et notre volonté d'accroître notre présence et nos ventes de systèmes sur le territoire nord-américain. Le niveau atteint par notre carnet de commandes au cours des deux derniers trimestres indique que notre plan d'affaires prend forme.

Frais administratifs

Les frais administratifs ont augmenté d'environ 47 000 \$, soit 5,0 %, pour ce troisième trimestre de l'exercice 2014 comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2013. Cette augmentation est principalement liée à des dépenses de télécommunications et frais de transport encourus pour accélérer l'intégration de Piedmont dans nos activités courantes. Pour favoriser cette intégration, nous avons déménagé les bureaux de Piedmont d'Oakland aux bureaux actuels de la Société situés à Vista en Californie au cours du trimestre. De cette façon, H2O maximise l'utilisation de ses infrastructures existantes et permet aux clients de Piedmont de bénéficier de son expérience en logistique acquise par l'exportation de ses produits chimiques.

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté suite à l'ajout de personnel pour supporter les opérations au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2013. Les honoraires professionnels et les frais de bureau ont augmenté en raison de la complétion de la médiation entamée au cours du premier trimestre de l'exercice financier 2014 et en raison de l'acquisition de Piedmont, ces dépenses sont de nature non récurrente. De plus, les dépenses de télécommunications et frais de transport ont également augmenté en raison de l'acquisition de Piedmont, d'abord pour compléter le travail de vérification diligente et en second lieu pour en accélérer son intégration dans nos activités courantes. La direction s'attend à une baisse des frais administratifs au cours de la seconde moitié de l'exercice financier 2014.

Le ratio des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs par rapport aux revenus s'est élevé à 23,2 % pour ce trimestre, en hausse depuis 20,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à un niveau plus élevé des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs, plus spécifiquement des frais de vente pour supporter notre plan d'affaires visant à accroître nos ventes de projets de traitement d'eau en Amérique du Nord. Avec l'acquisition de Piedmont, la direction vise à réduire le ratio des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs à un niveau similaire au trimestre correspondant de l'exercice précédent par le biais d'une augmentation des revenus et d'une gestion serrée des dépenses.

Frais de recherche et développement – nets

La direction a rationalisé les activités de recherche et développement dans un modèle plus structuré pour s'assurer que les objectifs inclus au plan opérationnel 2014 reposant sur trois piliers : Qualité, Innovation et Personnel sont rencontrés. Par conséquent, une nouvelle fonction a été identifiée dans l'état des résultats de la Société pour refléter les décisions prises dans ce plan.

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2014, les frais de recherche et développement bruts ont totalisé 69 327 \$, ou 0,7 % des revenus. Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2014, la Société a enregistré 18 130 \$ à titre de crédits d'impôts du gouvernement provincial pour des frais de recherche et développement éligibles poursuivies au Québec.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté pour le trimestre a atteint 299 122 \$ contre 530 026 \$ pour la période correspondante terminée le 31 mars 2014. Malgré un niveau de revenus similaire enregistré durant ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent à un niveau de marge plus élevé, l'augmentation des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs plus élevés ont également contribué à générer un BAIIA ajusté plus petit.

Autres pertes (gains) – nettes (nets)

Les autres pertes (gains) – nettes (nets), qui se sont élevées à 50 356 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2014, contre 20 017 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, sont principalement composées d'une perte de change, ce qui est le résultat des seules variations des éléments du fonds de roulement.

Charges financières – nettes

Les charges financières – nettes se sont élevées à 137 693 \$ pour la période terminée le 31 mars 2014, contre 177 164 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces charges sont principalement liées à la dette à long terme. Sur ce montant, 25 685 \$ représentent la portion théorique et non monétaire des intérêts sur la dette à long terme. Cette diminution significative est due au remboursement par la Société de sa dette à long terme en utilisant le produit tiré d'un placement privé le 30 septembre 2013 et au plus faible niveau d'utilisation de ses emprunts bancaires en raison du placement privé du 5 décembre 2013 utilisé en partie pour supporter son fonds de roulement.

Bénéfice (Perte) net(te)

Le bénéfice (la perte) net(te) s'élevait à (216 316 \$) ou (0,002 \$ par action) pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, contre 86 834 \$ ou 0,001 \$ par action pour le troisième trimestre de l'exercice 2013. L'augmentation des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs affecte la perte nette et reflète la décision de la direction d'investir dans les équipes de vente de projets de traitement d'eau pour nourrir la croissance future de la Société et pour renforcer notre modèle d'affaires, spécifiquement envers les lignes de produits de spécialité lesquelles génèrent des marges plus élevées.

Engagements contractuels

La Société s'est engagée d'après des contrats de location échéant en 2015, 2017, 2022 et 2023 à verser un montant de 4 661 421 \$ pour des locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 630 075 \$ en 2015, 568 847 \$ en 2016, 581 897 \$ en 2017, 475 737 \$ en 2018 et 426 071 \$ en 2019.

Informations sur le capital-actions

En date du 31 mars 2014, 104 632 986 actions ordinaires de la Société étaient en circulation.

SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société a augmenté de 2,1 M \$ au 30 juin 2013 (ratio de fonds de roulement de 1,17) à 8,2 M \$ au 31 mars 2014 (ratio de fonds de roulement de 1,78). Cette augmentation s'explique par la hausse respective de 1,6 M \$, 0,9 M \$, 1,0 M \$ et 0,9 M \$ des débiteurs, des stocks, de l'excédent des coûts sur la facturation et des créditeurs et charges et par la baisse respective de 1,1 M \$ et 2,0 M \$ de l'excédent de la facturation sur les coûts engagés et de la tranche courante de la dette à long terme.

La dette nette qui s'élevait à 4,0 M \$ au 31 mars 2014, a baissé de près de 2,1 M \$, comparativement aux 6,2 M \$ enregistrés au 30 juin 2013. Cette baisse est principalement due au remboursement de la dette à long terme et à l'augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les capitaux propres s'élevaient à 23,5 M \$ au 31 mars 2014, contre 14,4 M \$ au 30 juin 2013. Au 31 mars 2014, le ratio d'endettement net était de 0,17, contre 0,43 au 30 juin 2013, ce qui montre que la Société n'est pas surendettée et qu'elle a amélioré sa situation financière globale.

(en dollars canadiens, sauf le ratio)	Période terminée le 31 mars 2014	Période terminée le 30 juin 2013
Fonds de roulement	8 154 668 \$	2 144 985 \$
Ratio d'endettement à court terme	1,78	1,17
Dette nette ¹	4 065 458 \$	6 201 865 \$
Capitaux propres	23 543 336 \$	14 426 788 \$
Ratio d'endettement net	0,16	0,43

¹ La dette nette inclut le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme, nets de trésorerie et équivalents.

Au 31 mars 2014, les débiteurs s'élevaient à 8,0 M \$, contre 6,5 M \$ au 30 juin 2013. La hausse de 1,5 M \$ est principalement attribuable au plus haut niveau de facturation vers la fin du trimestre pour les projets de traitement d'eau, à l'acquisition de Piedmont et à un volume de ventes plus soutenu d'équipement et de produits destinés à l'acériculture. De plus, les retenues sur paiements effectués par des clients municipaux dans le cadre de contrats de fabrication exécutés au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2014 ont augmenté d'approximativement 0,2 M \$.

Les stocks ont augmenté de 0,9 M \$, passant à 4,9 M \$ au 31 mars 2014 comparativement à 4,0 M \$ au 30 juin 2013. Cette augmentation s'explique principalement par les produits finis fabriqués durant l'été et l'automne en préparation du début de la saison de production acéricole. Ces produits sont généralement vendus au cours du troisième trimestre et au début du quatrième trimestre. Dans une plus faible mesure, l'acquisition de Piedmont explique une partie de l'augmentation.

L'excédent des coûts engagés sur la facturation a augmenté de 1,0 M \$, passant de 2,2 M \$ au 30 juin 2013 à 3,2 M \$ au 31 mars 2014, une augmentation due en grande partie à un nombre similaire de projets actifs pour lesquels il existe des différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets. L'excédent de la facturation sur les coûts engagés a diminué de 1,2 M \$, passant de 1,8 M \$ au 30 juin 2013 à 0,6 M \$ au 31 mars 2014. Cette diminution s'explique également par les différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets.

Les créditeurs et charges à payer ont augmenté de 0,8 M \$, passant de 4,1 M \$ au 30 juin 2013 à 4,9 M \$ au 31 mars 2014. Cette hausse s'explique par le fait que plusieurs projets de traitement d'eau d'envergure ont entamé leurs phases de fabrication et d'assemblage lesquelles requièrent l'achat de matériel et par le délai dans la saison de production acéricole.

Globalement, l'acquisition de Piedmont a augmenté le niveau des débiteurs, des stocks et des créditeurs et charges au 31 mars 2014 comparativement au 30 juin 2013. La Société a comptabilisé un solde de prix d'achat d'un regroupement d'entreprises de 252 549 \$ basé sur l'entente de prix d'achat intervenue le 5 décembre 2013.

La diminution de la portion à court terme de la dette à long terme, laquelle est passée de 2,8 M \$ au 30 juin 2013 à 0,8 M \$ au 31 mars 2014, s'explique par le remboursement de 1,2 M \$ de la dette à long terme avec le produit tiré de l'émission d'actions dans le cadre d'un placement privé complété le 30 septembre 2013 et des remboursements mensuels.

Pour le troisième trimestre terminé le 31 mars 2014, les capitaux propres ont augmenté de 9,1 M \$, passant de 14,4 M \$ au 30 juin 2013 à 23,5 M \$ au 31 mars 2014. Les éléments suivants ont eu un impact sur les capitaux propres au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014 : 1) l'émission de 44 487 154 actions ordinaires par le biais de deux placements privés pour un produit net de 9 446 509 \$; 2) la perte nette de (1 186 889 \$) pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2014; 3) la réévaluation du dollar canadien qui a généré un gain de change non matérialisée de 0,8 M \$ résultant de l'écart de conversion des opérations étrangères pour les entités américaines; et 4) les charges de rémunération à base d'actions de 10 495 \$.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des flux de trésorerie de la Société pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2014 et 2013 :

(en dollars canadiens) (non audités)	Période de trois mois terminée le 31 mars 2014	Période de trois mois terminée le 31 mars 2013	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2014	Période de six mois terminée le 31 mars 2013
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(298 938)	(1 073 407)	(2 816 771)	1 160 757
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(25 297)	(204 511)	(4 053 667)	(392 377)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	796 786	732 039	7 548 928	(1 034 451)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie libellée en devises étrangères	59 187	10 036	16 453	(8 381)
Variation nette	531 738	(535 843)	694 943	(274 452)
Trésorerie et équivalents – Début de période	210 440	682 723	47 235	421 332
Trésorerie et équivalents – Fin de période	742 178	146 880	742 178	146 880

Les activités opérationnelles ont utilisé (298 938 \$) de fonds pour la période de trois terminée le 31 mars 2014, contre (1 073 407 \$) de fonds utilisés par ces mêmes activités durant la période correspondante terminée le 31 mars 2014. Ce déclin s'explique principalement par la dégradation de la perte nette au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014 comparativement à la période de trois mois correspondante de l'exercice 2013 et par la variation des éléments du fonds de roulement.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, les activités d'investissement ont utilisé (25 297 \$) de liquidités nettes, principalement attribuables à l'acquisition de Piedmont pour 13 720 \$, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles pour 4 769 \$ et à l'acquisition d'actifs incorporels au montant de 6 574 \$.

Les activités de financement ont généré 796 786 \$ de liquidités nettes au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014 contre 732 039 \$ de liquidités nettes générées au cours du trimestre correspondant de l'exercice 2013. L'augmentation des fonds générés par les activités de financement est causée principalement l'utilisation des emprunts bancaires pour supporter nos activités manufacturières. De plus, la Société a continué à rembourser sa dette à long terme.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non auditée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Période de trois mois terminée le				Douze derniers mois
	31 mars 2014	31 décembre 2013	30 septembre 2013	30 juin 2013	
Revenus	9 826 466	8 797 428	8 311 219	6 768 455	33 703 568
BAIIA ajusté	299 122	(90 179)	69 670	(234 355)	44 258
Bénéfice (Perte) net(te)	(216 314)	(500 581)	(469 994)	(532 392)	(1 719 281)
BPA de base et dilué	(0,002)	(0,006)	(0,008)	(0,008)	(0,024)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(298,938)	(3 012 316)	494 483	(107 468)	(2 924 239)

	Période de trois mois terminée le				Douze mois précédents
	31 mars 2013	31 décembre 2012	30 septembre 2012	30 juin 2012	
Revenus	9 966 644	9 418 908	9 982 894	11 561 332	40 929 778
BAIIA	530 026	561 888	726 693	(483 798)	1 334 809
Bénéfice (Perte) net(te)	86 834	488 854	269 696	880 620	1 726 004
BPA de base et dilué	0,001	0,008	0,004	0,014	0,027
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(1 073 407)	1 024 161	1 210 214	1 560 416	2 721 384

GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour pouvoir soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et l'intégration de ses activités.

La Société utilise différents ratios tels que ceux requis dans le cadre de sa facilité de crédit pour surveiller sa performance.

Les conventions relatives aux facilités de crédit et à la dette à long terme exigent que la Société respecte certains ratios financiers à des moments précis. Les ratios financiers sont, au 31 mars 2014:

- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant le ratio des actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,30:1,00;
- Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme le total de la dette excluant le passif d'impôt différé divisé par les capitaux propres, inférieur ou égal à 2,50:1,00; et
- Ratio de couverture des charges fixes, incluant tous les paiements de capital et d'intérêts sur les emprunts exigibles et les dépenses d'investissement, tel que défini, supérieur ou égal à 1,00:1,00.

Au 31 mars 2014, la Société respectait les ratios financiers dans le cadre de sa facilité de crédit et de sa dette à long terme.

CONVENTIONS COMPTABLES

Le lecteur est invité à se reporter au résumé des principales conventions comptables présenté à la note 3 des états financiers consolidés au 30 juin 2013.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLIQUÉES DURANT LA PÉRIODE

a) États financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié les normes IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 11, *Partenariats*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entité émettrice si elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Selon les IFRS existantes, la consolidation est requise lorsqu'une entité a le pouvoir de diriger les méthodes financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation – entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

Selon IFRS 11, *Partenariats*, un coparticipant ou un coentrepreneur doit classer ses intérêts dans un partenariat à titre de coentreprise ou d'entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, tandis que, pour les entreprises communes, le coparticipant devra comptabiliser la quote-part qui lui revient des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. IFRS 11 vient remplacer IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement — apports non monétaires par des coentrepreneurs*.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, fait état des informations à fournir en ce qui concerne les intérêts détenus dans d'autres entités, comme les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme reprend les obligations d'information existantes et ajoute des obligations d'information importantes en ce qui a trait à la nature des intérêts détenus par une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont associés.

Des modifications ont également été apportées aux normes existantes, y compris IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (« IAS 27 ») et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée pour inclure dans son champ d'application les coentreprises et pour tenir compte des changements apportés, notamment les normes : IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12.

Au 1^{er} juillet 2013, la Société a adopté IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 et les modifications à IAS 27 et IAS 28. Au 1^{er} juillet 2012, l'intérêt détenu dans la coentreprise par la Société a été constaté à titre de coentreprise et comptabilisé en utilisant la méthode de mise en équivalence jusqu'à la disposition de cet intérêt au 31 mars 2013.

L'adoption de ces nouvelles normes et modifications n'a eu aucune incidence importante sur la situation financière et sur les résultats consolidés de la Société. Étant donné l'impact non significatif de l'adoption de ces modifications sur l'état de la situation financière, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés n'incluent pas l'état de la situation financière au 1^{er} juillet 2012.

b) Évaluation de la juste valeur

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, est une norme exhaustive portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir pour toutes les IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Selon les IFRS actuelles, les indications relatives aux évaluations de la juste valeur et aux informations à fournir à leur sujet sont disséminées dans les diverses normes qui exigent expressément des évaluations de la juste valeur et, à bien des égards, elles ne sont pas le reflet d'une base d'évaluation claire ou d'obligations d'information uniformes.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur le calcul des justes valeurs inscrites dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société. L'adoption de cette norme nécessitera des divulgations additionnelles dans les états financiers annuels consolidés de la Société.

ENTENTES HORS BILAN

Au 31 mars 2014, la Société avait des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit. Au 31 mars 2014, ces lettres de crédit s'élevaient à 1,1 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates durant l'exercice 2014. De ces lettres de crédit, un montant de 1,0 M \$ est garanti par un certificat de placement. Le solde, d'un montant de 0,1 M \$, a été garanti par Exportation et Développement Canada.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), nous avons déposé des attestations signées par le chef de la direction et la vice-présidente, finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la vice-présidente, finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue au cours de ce trimestre qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

Troisième trimestre terminé le
31 mars 2014

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site web : www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 (non audités)

	31 mars 2014	30 juin 2013
	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	921 246	303 936
Certificats de placement garanti	1 229 019	1 253 786
Débiteurs (note 3)	8 038 169	6 468 556
Stocks (note 4)	4 908 582	4 016 558
Excédent des coûts engagés sur la facturation	3 220 945	2 203 326
Frais payés d'avance	239 378	225 493
	18 557 339	14 471 655
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	1 937 919	1 878 759
Immobilisations incorporelles	7 283 173	4 942 884
Autres actifs	38 641	37 851
Goodwill (note 5)	4 154 844	2 465 311
Actifs d'impôts différés	3 129 584	3 124 064
	35 101 500	26 920 524
PASSIF		
Passifs courants		
Découvert bancaire	179 068	256 701
Emprunts bancaires	3 516 309	3 375 843
Créditeurs et charges à payer (note 6)	4 915 959	4 080 339
Provisions (note 7)	36 399	41 637
Excédent de la facturation sur les coûts engagés	614 502	1 758 432
Impôts sur le résultat à payer	38 076	2 306
Loyers différés	10 089	3 151
Solde de prix d'achat d'un regroupement d'entreprise (note 5)	252 549	-
Tranche courante de la dette à long terme (note 8)	834 720	2 808 261
	10 397 671	12 326 670
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 8)	456 607	64 996
Loyers différés	103 732	102 070
Passifs d'impôts différés	600 154	-
	11 558 164	12 493 736
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (note 9)	55 298 945	45 852 436
Réserve pour les options d'achats d'actions (note 9)	1 871 535	1 861 040
Réserve pour les bons de souscription (note 9)	-	141 787
Déficit	(33 330 595)	(32 285 493)
Cumul des autres éléments du résultat global	(296 549)	(1 142 982)
	23 543 336	14 426 788
	35 101 500	26 920 524

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au nom du conseil,

Frédéric Dugré

Président et chef de la direction

Philippe Gervais

Président du conseil

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 mars 2014 et 2013
(non audités)

ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE H₂O INNOVATION INC.

	Actions ordinaires (Nombre)	Capital social (note 9)	Réerves		Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
			Options d'achat d'actions (note 9)	Bons de souscription (note 9)			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} juillet 2012	60 145 832	45 852 436	1 821 421	370 076	(32 826 774)	(1 472 932)	13 744 227
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	32 483	-	-	-	32 483
Bénéfice net pour la période	-	-	-	-	845 384	-	845 384
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	(33 301)	(33 301)
Solde au 31 mars 2013	60 145 832	45 852 436	1 853 904	370 076	(31 981 390)	(1 506 233)	14 588 793
Solde au 1^{er} juillet 2013	60 145 832	45 852 436	1 861 040	141 787	(32 285 493)	(1 142 982)	14 426 788
Émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé (note 9)	44 487 154	10 136 805	-	-	-	-	10 136 805
Frais d'émission d'actions (note 9)	-	(690 296)	-	-	-	-	(690 296)
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	10 495	-	-	-	10 495
Renversement au déficit des bons de souscription expirés, net de l'impôt exigible (note 9)	-	-	-	(141 787)	141 787	-	-
Perte nette pour la période	-	-	-	-	(1 186 889)	-	(1 186 889)
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	846 433	846 433
Solde au 31 mars 2014	104 632 986	55 299 263	1 871 535	-	(33 330 595)	(296 549)	23 543 336

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS
 Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2014 et 2013
 (non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Revenus (note 13)	9 826 466	9 966 644	26 935 113	29 368 446
Coût des marchandises vendues (note 10 a))	7 144 371	7 451 167	19 802 119	21 929 337
Bénéfice brut avant amortissement	2 682 096	2 515 477	7 132 994	7 439 109
Charges d'exploitation (note 10 a))	253 535	218 394	654 765	493 535
Frais de vente (note 10 a))	1 053 254	853 744	2 971 165	2 601 528
Frais administratifs (note 10 a))	972 410	925 700	2 999 523	2 642 816
Frais de recherche et de développement – nets (notes 10 a) et c))	51 197	-	198 648	-
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10 b))	77 342	72 226	217 088	209 533
Amortissement des actifs incorporels (note 10 b))	331 176	181 148	704 701	536 843
Autres pertes (gains) – nets (note 10 d))	50 356	20 017	35 131	(38 519)
Frais d'exploitation totaux	2 789 270	2 271 229	7 781 021	6 445 736
(Perte) Bénéfice d'exploitation	(107 174)	244 248	(648 027)	993 373
Produits financiers	(5 024)	(3 770)	(11 865)	(11 757)
Charges financières	142 717	180 934	452 443	602 061
Charges financières – nettes	137 693	177 164	440 578	590 304
Gain sur entente de règlement	-	-	-	(404 189)
Revenus de redevances provenant d'une coentreprise	-	(25 269)	-	(46 375)
Quote-part des pertes (profits) d'une coentreprise	-	6 177	-	(6 142)
Autres frais et charges totaux	137 693	158 072	440 578	133 598
(Perte) Bénéfice avant impôts	(244 867)	86 176	(1 088 605)	859 775
Charge d'impôts exigibles	9 312	(658)	158 221	98 752
Économie d'impôts différés	(37 865)	-	(59 937)	(84 361)
	(28 553)	(658)	98 284	14 391
(Perte) Bénéfice net(te) pour la période	(216 314)	86 834	(1 186 889)	845 384
(Perte) Bénéfice net(te) par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période				
(Perte) Bénéfice net(te) de base et diluée par action (note 11)	(0,002)	0,008	(0,015)	0,013
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 11)	104 632 986	60 145 832	81 352 819	60 145 832

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL
 Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2014 et 2013
 (non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
(Perte) Bénéfice net(te) pour la période	(216 314)	86 834	(1 186 889)	845 384
Autres éléments du résultat global – Éléments susceptibles d’être reclassés ultérieurement au bénéfice net				
Écarts de conversion	724 671	262 524	846 433	(33 301)
Résultat global pour la période	508 357	349 378	(340 456)	812 083

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2014 et 2013
 (non audités)

	Périodes de trois mois terminées		Périodes de neuf mois terminées	
	2014	les 31 mars 2013	2014	les 31 mars 2013
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
(Perte) Bénéfice avant impôts pour la période	(244 867)	86 176	(1 088 605)	859 775
Éléments hors caisse				
Charges financières – nettes	137 693	177 164	440 578	590 304
Amortissement des immobilisations corporelles	77 342	72 226	217 088	209 533
Amortissement des actifs incorporels	331 176	181 148	704 701	536 843
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	(4 644)	-	(5 644)	-
Loyers différés	2 152	(2 843)	6 257	(12 083)
Charges de rémunération à base d'actions	2 422	7 135	10 495	32 483
Gain sur entente de règlement	-	-	-	(404 189)
Quote-part des pertes (profits) d'une coentreprise	-	6 177	-	(6 142)
	301 274	527 394	284 870	1 806 524
Variation des éléments du fonds de roulement (note 12 a))	(604 002)	(1 604 571)	(3 110 007)	(653 244)
Trésorerie générée par les (affectée aux) activités opérationnelles	(302 728)	(1 077 177)	(2 825 137)	1 153 280
Intérêts reçus	5 024	3 770	11 865	11 757
Impôts sur le résultat payés	(1 234)	-	(3 499)	(4 280)
Trésorerie nette (affectée aux) générée par les activités opérationnelles	(298 938)	(1 073 407)	(2 816 771)	1 160 757
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des certificats de placement garantis	(897)	(103 265)	30 149	(102 691)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 769)	(73 168)	(60 936)	(122 079)
Investissement dans une coentreprise	-	-	-	(25 453)
Acquisitions d'actifs incorporels	(6 574)	(21 721)	(46 389)	(52 493)
Variation d'autres éléments d'actif	730	(6 357)	730	6 350
Disposition d'immobilisations corporelles	-	-	6 798	-
Regroupement d'entreprise, net de la trésorerie et des équivalents acquis (note 5)	(13 787)	-	(3 984 019)	-
Contreparties éventuelles payées	-	-	-	(96 011)
Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement	(25 297)	(204 511)	(4 053 667)	(392 377)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation des emprunts bancaires	1 176 601	1 163 836	140 466	350 050
Remboursement de la dette à long terme	(254 669)	(253 888)	(1 513 237)	(852 984)
Intérêts payés	(124 828)	(177 909)	(367 656)	(531 517)
Émission d'actions ordinaires (note 9)	-	-	9 979 651	-
Frais d'émission d'actions (note 9)	(318)	-	(690 296)	-
Trésorerie nette générée (affectée aux) par les activités de financement	796 786	732 039	7 548 928	(1 034 451)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	472 551	(545 879)	678 490	(266 071)
Effet des variations des cours de change sur le solde de trésorerie libellée en devises étrangères	59 187	10 036	16 453	(8 381)
Augmentation (Diminution) de la trésorerie et des équivalents	531 738	(535 843)	694 943	(274 452)
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Début de période (note 12 b))	210 440	682 723	47 235	421 332
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Fin de période (note 12 b))	742 178	146 880	742 178	146 880

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

1. Description de l'entreprise

H₂O Innovation inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. La Société conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Ces produits consistent en une gamme complète de produits chimiques de spécialités et une gamme complète de raccords flexibles Parallèlement, et à moindre échelle, la Société poursuit ses activités de fabrication et distribution d'équipements destinés à l'industrie acéricole. Le siège social de la Société est situé au 330, rue Saint-Vallier Est, bureau 340, Québec (Québec), Canada.

2. Base de préparation

Base de préparation

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens. Toutes les valeurs sont arrondies au dollar le plus près, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »).

Les conventions comptables IFRS exposées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2013 ont été systématiquement appliquées à toutes les périodes présentées. La note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2013 présente une description complète des principales conventions comptables utilisées par la Société.

L'établissement des états financiers en conformité avec IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables cruciales. Il oblige aussi la direction à faire preuve de jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui comportent un degré plus élevé de jugement ou de complexité, ou les aspects faisant intervenir des hypothèses et estimations significatives sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2013 et demeurent inchangés pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 mars 2014.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés visent à fournir une mise à jour sur les états annuels 2013. Par conséquent ils n'incluent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels 2013 de la Société.

Le 12 mai 2014, le conseil d'administration de la Société a révisé les états financiers consolidés intermédiaires résumés et autorisé leur publication.

Normes et interprétations appliquées durant la période

a) États financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié les normes IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 11, *Partenariats*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entité émettrice si elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Selon les IFRS existantes, la consolidation est requise lorsqu'une entité a le pouvoir de diriger les méthodes financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation – entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

Selon IFRS 11, *Partenariats*, un coparticipant ou un coentrepreneur doit classer ses intérêts dans un partenariat à titre de coentreprise ou d'entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, tandis que, pour les entreprises communes, le coparticipant devra comptabiliser la quote-part qui lui revient des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. IFRS 11 vient remplacer IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – apports non monétaires par des coentrepreneurs*.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, fait état des informations à fournir en ce qui concerne les intérêts détenus dans d'autres entités, comme les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme reprend les obligations d'information existantes et ajoute des obligations d'information importantes en ce qui a trait à la nature des intérêts détenus par une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont associés.

Des modifications ont également été apportées aux normes existantes, y compris IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (« IAS 27 ») et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée pour inclure dans son champ d'application les coentreprises et pour tenir compte des changements apportés, notamment les normes : IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12.

Au 1^{er} juillet 2013, la Société a adopté IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 et les modifications à IAS 27 et IAS 28. Au 1^{er} juillet 2012, l'intérêt détenu dans le partenariat par la Société a été constaté à titre de coentreprise et comptabilisé en utilisant la méthode de mise en équivalence jusqu'à la disposition de cet intérêt au 31 mars 2013.

L'adoption de ces nouvelles normes et modifications n'a eu aucune incidence importante sur la situation financière et sur les résultats consolidés de la Société. Étant donné l'impact non significatif de l'adoption de ces modifications sur l'état de la situation financière, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés n'incluent pas l'état de la situation financière au 1^{er} juillet 2012.

b) Évaluation de la juste valeur

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, est une norme exhaustive portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir pour toutes les IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Selon les IFRS actuelles, les indications relatives aux évaluations de la juste valeur et aux informations à fournir à leur sujet sont disséminées dans les diverses normes qui exigent expressément des évaluations de la juste valeur et, à bien des égards, elles ne sont pas le reflet d'une base d'évaluation claire ou d'obligations d'information uniformes.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur le calcul des justes valeurs inscrites dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société. L'adoption de cette norme nécessitera des divulgations additionnelles dans les états financiers annuels consolidés de la Société.

Normes et interprétations publiées en vue d'être appliquées à une date ultérieure

Sauf indication contraire, les normes révisées et modifications ci-après s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 (1^{er} janvier 2018 pour IFRS 9) et leur application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes et modifications ou déterminé si elle les appliquerait de façon anticipée.

IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009 et porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. Cette norme remplace les modèles d'évaluation à catégories multiples énoncés dans IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, en ce qui concerne les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories, soit le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où il est clair qu'ils ne représentent pas un rendement de l'investissement; les autres profits et pertes (y compris toute dépréciation) associés à ces instruments sont conservés indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

En octobre 2010, des exigences ont été ajoutées à IFRS 9 en ce qui concerne les passifs financiers, exigences qui reprennent essentiellement les dispositions existantes d'IAS 39, si ce n'est du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement comptabilisées en autres éléments du résultat global.

En mai 2013, l'IASB a modifié l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, qui fournit des directives sur les divulgations d'information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers. Les amendements à l'IAS 36 doivent être appliqués rétroactivement pour les périodes annuelles débutant le ou après le 1^{er} janvier 2014. L'adoption de ces amendements IFRS ne devrait pas avoir un impact significatif sur les états financiers.

IFRIC 21, *Droits ou taxes* – Cette interprétation de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, porte sur la comptabilisation de droits et de taxes imposés par les autorités publiques. L'IAS 37 définit les critères relatifs à la comptabilisation d'un passif, notamment l'exigence pour l'entité d'avoir une obligation actuelle en raison d'un événement passé (« fait générateur d'obligation »). L'IFRIC 21 précise que le fait générateur d'obligation qui donne lieu à un passif visant à payer un droit ou une taxe constitue l'activité décrite dans les lois applicables entraînant le paiement du droit ou de la taxe. L'IFRIC 21 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. La Société évalue actuellement l'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme.

3. Débiteurs

	Au 31 mars 2014	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Comptes clients	6 703 408	5 634 221
Retenues sur paiements effectués par des clients dans le cadre de contrats de fabrication	1 198 977	953 731
Provision pour créances douteuses	(477 846)	(406 890)
Provision pour réclamations	-	(3 155)
	7 424 539	6 177 907
Crédits d'impôt à recevoir	108 945	84 416
Autres créances	486 555	206 233
	8 020 039	6 468 556

4. Stocks

	Au 31 mars 2014	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Matières premières	1 091 406	1 058 976
Produits finis	3 817 176	2 957 582
	4 908 582	4 016 558

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

5. Regroupement d'entreprise

Description du regroupement d'entreprise

Le 5 décembre 2013, la Société a acquis la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de Piedmont Pacific Corporation (« Piedmont »), une compagnie située à Oakland en Californie, et l'un des principaux fabricants de raccords de tuyaux flexibles et d'autres adaptateurs de tuyaux destinés à des environnements hautement corrosifs. Le coût d'acquisition pour cette transaction était de 4 252 165 \$ (3 978 447 \$US) et est sujet à certains ajustements de fonds de roulement. L'acquisition a été financé par un placement privé et un placement privé sans l'entremise d'un courtier supplémentaire concomitant d'actions ordinaires de la société au prix de 0,23 \$ l'action ordinaire moyennant un produit brut total de 8 001 800 \$.

Piedmont a été intégrée aux activités courantes de la Société et utilise nos capacités de tests, d'entreposage, d'emballage et d'expédition de notre usine existante située à Vista, en Californie.

Actifs acquis et passifs assumés à la date d'acquisition

	5 Décembre 2013
Actifs	\$
Actifs courants	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 981
Débiteurs	498 140
Stocks	268 148
	790 269
Actifs non courants	
Immobilisations corporelles	
Machinerie et équipement	13 787
Moules	180 627
Immobilisations incorporelles	
Carnet de commandes	59 425
Relations clients	2 079 885
Dessins techniques	59 425
Marque de commerce	470 272
	3 653 690
Passifs	
Passifs courants	
Créditeurs et charges à payer	(263 461)
Impôts sur les résultats à payer	(34 434)
Passifs d'impôts différés	(616 911)
	(914 806)
Actifs nets identifiables acquis	2 738 884

La répartition du prix d'acquisition illustrée ci-dessus est préliminaire et fondée sur les meilleures estimations de la direction en date du 31 mars 2014. La répartition définitive du prix d'acquisition devrait être terminée dès que la direction aura fini de rassembler toutes les informations importantes, disponibles et nécessaires pour finaliser la répartition en ce qui a trait aux moules et aux actifs incorporels tels que le carnet de commandes, les relations clients, les dessins techniques et la marque de commerce.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

5. Regroupement d'entreprise (suite)

Sources et utilisations des fonds à la date de clôture de la transaction

	5 Décembre 2013
Sources	\$
Placement privé (note 9)	7 095 200
Placement privé sans l'entremise d'un courtier supplémentaire concomitant (note 9)	906 600
	<u>8 001 800</u>
Utilisation	
Contrepartie en espèces transférée	(4 008 000)
Solde de prix d'achat d'un regroupement d'entreprise à payer	(244 165)
Frais d'émission d'actions (note 9)	(636 096)
Fonds de roulement pour les activités courantes de la Société	(3 113 539)
	<u>-</u>

Le solde prix d'achat d'un regroupement d'entreprise à payer a été estimé sur la base de l'excédent des actifs nets sur la valeur nette comptable convenue dans l'entente d'achat d'actions à la date de clôture de la transaction.

Frais liés à l'acquisition

Le coût total des frais liés à l'acquisition est de 46 633 \$ et ceux-ci ont été présentés au poste Frais administratifs dans les états consolidés intermédiaires résumés des résultats.

Détermination de la juste valeur

À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs pris en charge sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les débiteurs, les stocks, les comptes créditeurs et charges à payer et les impôts sur les résultats à payer découlant d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés à leur juste valeur, qui ne diffère pas de manière significative de leur valeur brute contractuelle et des encaissements et décaissements prévus.

Le goodwill est évalué comme l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (s'il y a lieu) sur le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Si, après réévaluation, le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris est supérieur à la somme de la contrepartie transférée, du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise.

Goodwill découlant du regroupement d'entreprises

	5 Décembre 2013
	\$
Contrepartie en espèces transférée et solde de prix d'achat d'un regroupement d'entreprise à payer	4 252 165
Moins :	
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	(2 738 884)
	<u>1 513 281</u>

Le goodwill comptabilisé dans le cadre de ce regroupement d'entreprises n'est pas déductible aux fins fiscales.

Le goodwill de 3 630 820 \$ représente principalement les synergies avec les autres activités de la Société, la valeur économique liée à la main d'œuvre acquise ainsi que les immobilisations incorporelles qui ne répondent pas aux critères de comptabilisation séparée.

Incidence du regroupement d'entreprises sur la performance financière de la Société

Le résultat net de la Société pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2014, comprend des produits de 975 136 \$ et un résultat net de 177 547 \$ générés par les activités supplémentaires de Piedmont.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

5. Regroupement d'entreprise (suite)

Le résultat net de la Société pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2014, comprend des produits de 1 130 741 \$ et un résultat net de 236 630 \$ générés par les activités supplémentaires de Piedmont.

Si ce regroupement d'entreprises avait été effectué le 1^{er} juillet 2013, les produits consolidés de la Société pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2014 se seraient chiffrés à 27 785 439 \$ et la perte nette consolidée pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2014 se serait chiffré à (1 185 479 \$).

La Société estime que les données pro forma représentent une évaluation approximative de la performance financière de l'entreprise regroupée sur une période de neuf mois. Cependant, l'information pro forma ne rend pas compte des synergies ou des transactions effectuées par le passé et n'est pas nécessairement représentative des résultats des activités que la Société aurait affichés si l'acquisition s'était effectivement conclue le 1^{er} juillet 2013, ni des résultats futurs.

Pour déterminer les produits et le résultat net consolidés pro forma de la Société si Piedmont avait été acquis le 1er juillet 2013, la Société :

- a calculé l'amortissement des immobilisations corporelles et des autres immobilisations incorporelles acquises selon la juste valeur provenant de la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises plutôt que selon la valeur comptable comptabilisée dans les états financiers antérieurs à l'acquisition;
- a calculé le coût d'emprunt sur le niveau d'endettement de la Société après le regroupement d'entreprises;
- a calculé la charge d'impôts supplémentaire pour rendre compte des ajustements pro forma mentionnés ci-dessus.

La variation de la valeur comptable du goodwill peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2012	2 386 322
Incidence des fluctuations du taux de change	78 989
Balance as at June 30, 2013	2 465 311
Plus: regroupement d'entreprises - Piedmont	1 513 281
Incidence des fluctuations du taux de change	176 252
Solde au 31 mars 2014	4 154 844

6. Crédoiteurs et charges à payer

	Au 31 mars 2014	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Fournisseurs	2 815 279	2 178 120
Autres crédoiteurs et autres charges à payer	2 100 680	1 902 219
	4 915 959	4 080 339

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

7. Provisions

La variation de la valeur comptable des provisions pour garantie peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2012	40 543
Provisions complémentaires comptabilisées	77 745
Paiements	(79 163)
Incidence des fluctuations du taux de change	2 512
Solde au 30 juin 2013	41 637
Provisions complémentaires comptabilisées	80 804
Plus : allocation reçue	62 964
Moins : paiements	(154 261)
Incidence des fluctuations du taux de change	5 255
Solde au 31 mars 2014	36 399

8. Dette à long terme

	Au 31 mars 2014	Au 30 juin 2013
	\$	\$
<i>Non garantie – au coût amorti</i>		
Emprunt bancaire, libellé en dollars canadiens	359 400	1 076 696
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens	858 831	1 568 924
Emprunts auprès d'actionnaires, libellés en dollars US	-	145 003
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars US	73 096	82 634
	1 291 327	2 873 257
Moins : tranche courante de la dette à long terme	834 720	2 808 261
Dette à long terme	456 607	64 996

Le 30 septembre 2013, la Société a utilisé le produit d'un placement privé (note 9) pour rembourser une somme de 500 000 \$ de son emprunt bancaire et une somme de 500 000 \$ de son emprunt auprès d'autres entités. De plus, la Société a émis 714 312 actions ordinaires en contrepartie du remboursement d'emprunts auprès d'actionnaires pour un montant de 157 154 \$.

9. Capital social

Capital social

Le 30 septembre 2013 la Société a émis, par le biais d'un placement privé, 9 704 546 actions ordinaires pour un produit brut global de 2 135 005 \$, de dépenses de 54 200 \$ pour un produit net de 2 080 805 \$. La Société a utilisé le produit au remboursement partiel sa dette à long terme et à son fonds de roulement. Parmi les actions émises dans le cadre du placement privé, 714 312 actions ordinaires ont été émises pour rembourser les emprunts auprès d'actionnaires pour un montant de 157 154 \$.

Le 5 décembre 2013, la Société a émis, par le biais d'un placement privé et d'un placement privé sans l'entremise d'un courtier supplémentaire concomitant, 34 782 608 actions ordinaires moyennant un produit brut total de 8 001 800 \$, de dépenses de 636 096 \$, pour un produit net de 7 365 704 \$. La Société a utilisé le produit pour compléter l'acquisition de Piedmont (note 5) et pour supporter son fonds de roulement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

9. Capital social (suite)

Options d'achat d'actions

L'activité du régime d'options d'achat d'actions de la Société est résumée dans le tableau suivant :

	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2014		Exercice terminé le 30 juin 2013	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
En circulation au début de la période	2 124 500	0.57	2 477 000	0.70
Échues	(387 000)	0.71	(352 500)	1.50
En circulation à la fin de la période	1 737 500	0.53	2 124 500	0.57

Warrants

Dans le cadre de ses opérations de financement effectuées au cours de l'exercice 2011 et des exercices précédents, la Société a émis à des investisseurs des bons de souscription leur donnant le droit d'acquérir des actions à un prix prédéterminé. Chaque bon de souscription émis permet d'acquérir une action ordinaire de la Société.

Les bons de souscription en circulation au 31 mars 2014 ainsi que les variations au cours des exercices terminés à ces dates sont résumés dans le tableau suivant :

	Période de neuf mois terminée le 31 mars		2014
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	
			\$
En circulation, au début de la période	1 000 000	0,50	
Échus	(1 000 000)	0,50	
En circulation, à la fin de la période	-	-	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

10. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges

a) Dépenses par nature

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Matériel	4 683 440	3 880 162	14 286 632	15 090 864
Variations des stocks de matières premières, produits finis et coûts engagés sur excédent de facturation	360 120	1 044 806	(240 170)	496 840
Salaires et avantages sociaux	2 710 379	2 380 418	7 695 118	6 635 685
Sous-traitants et honoraires professionnels	762 762	1 070 615	1 868 465	2 384 600
Loyers, électricité, assurance et frais de bureau	401 120	359 158	1 138 680	1 024 380
Télécommunications et frais de transport	279 807	290 391	850 206	857 651
Créances douteuses	30 000	29 725	79 695	55 498
Autres dépenses	247 138	393 731	947 594	1 121 699
Coût total des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente, frais administratifs et frais de recherche et développement – nets	9 474 766	9 449 005	26 626 220	27 667 216

b) Amortissement

La Société a choisi de présenter l'amortissement en tant que poste distinct dans ses états consolidés intermédiaires résumés des résultats, plutôt que d'indiquer la fraction de ce montant qui a trait au coût des marchandises vendues, aux charges d'exploitation, aux frais de vente, aux frais administratifs et aux frais de recherche et développement – nets dans chacune de ces catégories de coûts. Les tableaux suivants présentent : i) la ventilation de l'amortissement par catégorie de coûts, comme indiqué ci-dessus, pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2014 et 2013; et ii) les montants qui seraient présentés au titre du coût des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs si l'amortissement était ventilé entre ces catégories de coûts pour les périodes susmentionnées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

10. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges (suite)

b) Amortissement (suite)

Amortissement des immobilisations corporelles par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	47 786	39 926	128 012	100 925
Charges d'exploitation	863	933	2 648	2 875
Frais de vente	8 872	11 376	28 542	34 728
Frais administratifs	19 821	19 991	57 886	71 005
	77 342	72 226	217 088	209 533

Amortissement des actifs incorporels par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	99 140	88 593	282 446	263 138
Frais de vente	217 753	79 364	380 046	235 808
Frais administratifs	14 283	13 191	42 209	37 897
	331 176	181 148	704 701	536 843

Coûts par fonction incluant l'amortissement	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	7 291 296	7 579 696	20 212 577	22 293 400
Charges d'exploitation	254 398	219 327	657 413	496 410
Frais de vente	1 279 879	944 484	3 379 753	2 872 064
Frais administratifs	1 006 514	958 882	3 099 618	2 751 718
Frais de recherche et développement – nets	51 197	-	198 648	-

c) Frais de recherche et développement – nets

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Frais de recherche et développement bruts	65 701	-	248 826	-
Crédits d'impôts et subventions relatifs à la recherche et développement	(14 504)	-	(50 178)	-
	51 197	-	198 648	-

d) Autres (gains) pertes – nets

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
(Gain) Perte de change	59 819	20 813	62 998	(30 642)
Autres (revenus) charges	(4 819)	(796)	(22 223)	(7 877)
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	(4 644)	-	(5 644)	-
	50 356	20 017	35 131	(38 519)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

11. Bénéfice (Perte) net(te) par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer la perte de base et diluée par action:

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
(Perte) Bénéfice net(te)	(230 818 \$)	86 834 \$	(1 201 393 \$)	845 384\$
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation	104 632 986	60 145 832	81 352 819	60 145 832
(Perte) Bénéfice net(te) de base et dilué(e) par action	(0,002 \$)	0,001 \$	(0,015 \$)	0,014 \$

Éléments exclus du calcul (de la perte) du bénéfice net(te) dilué(e) par action, en raison de leur prix d'exercice supérieur au prix moyen du marché des actions ordinaires ou en raison de leur effet anti-dilutif

Options d'achat d'actions	1 707 500	1 743 250
Bons de souscription (nombre d'actions équivalentes)	-	2 250 000

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2014 et 2013, (la perte) le bénéfice net(te) dilué(e) par action était la même que (la perte) le bénéfice net(te) de base par action étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions ordinaires est anti-dilutif. Par conséquent, (la perte) le bénéfice net(te) dilué(e) par action pour ces périodes a été calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

12. Flux de trésorerie

a) La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	1 480 334	(2 149 363)	(930 383)	(170 930)
Stocks	223 164	732 581	(497 735)	31 727
Excédent des coûts engagés sur la facturation	(1 664 049)	(195 658)	(949 752)	(35 699)
Frais payés d'avance	(45 286)	(61 231)	(11 215)	(24 473)
Créditeurs et charges à payer	(34 668)	719 854	455 099	(261 821)
Provisions	(53 269)	(33 054)	(7 005)	(12 128)
Excédent de la facturation sur les travaux en cours	(510 228)	(617 720)	(1 169 016)	(179 920)
	(604 002)	(1 604 571)	(3 110 007)	(653 244)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

12. Flux de trésorerie (suite)

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Début de la période				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	385 304	839 111	303 936	576 542
Découvert bancaire	(174 864)	(156 388)	(256 701)	(155 210)
	210 440	682 723	47 235	421 332

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Fin de la période				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	921 246	290 031	921 246	290 031
Découvert bancaire	(179 068)	(143 151)	(179 068)	(143 151)
	742 178	146 880	742 178	146 880

13. Information sectorielle

Produits et services constituant la source de revenus des secteurs isolables

La Société exploite ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable, lequel tire ses produits de la vente de systèmes de production d'eau potable, d'eau de procédés industriels et de traitement d'eaux usées et des services s'y rapportant.

L'analyse des revenus des activités poursuivies de la Société pour la période figure au tableau suivant :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Revenus résultant de la vente de produits consommables	5 364 129	4 039 391	12 693 257	10 424 500
Revenus de contrats de fabrication	4 462 337	5 927 253	14 241 856	18 943 946
	9 826 466	9 966 644	26 935 113	29 368 446

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

13. Information sectorielle (suite)

Informations géographiques

Revenus provenant de clients externes	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Revenus par secteur géographique				
Canada	3 555 412	5 411 425	10 181 583	14 984 340
États-Unis	5 138 557	3 877 613	14 277 417	11 959 964
Chine	257 378	149 036	979 739	1 141 303
Suisse	45 532	-	210 674	-
Émirats arabes	291 524	-	291 524	-
Australie	10 178	-	51 174	-
Israël	114 189	-	114 189	-
Tunisie	72 790	203 766	122 390	543 561
Égypte	24 668	-	24 668	94 648
Autres	316 238	324 804	681 755	644 630
	9 826 466	9 966 644	26 935 113	29 368 446

Les produits sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

	Au 31 mars 2014	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Actifs non courants autres que les instruments financiers, participation dans une coentreprise et actifs d'impôt différé par secteur géographique		
Canada	1 580 101	1 693 898
États-Unis	11 795 835	7 593 056
	13 375 936	9 286 954

14. Information sur les parties liées

Rémunération des membres de la haute direction

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction durant la période:

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Avantages à court terme	236 029	206 213	949 279	660 684
Avantages postérieurs à l'emploi	3 168	2 800	8 666	7 808
Paiements fondés sur des actions	2 155	5 885	9 961	27 327
	241 352	214 898	967 906	695 819

La rémunération des hauts dirigeants est déterminée par le comité de rémunération au regard de la performance des individus et des tendances du marché.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Administrateurs

Philippe Gervais, président du conseil d'administration ⁽¹⁾
Frédéric Dugré, président et chef de la direction et administrateur ⁽³⁾
Pierre Côté, administrateur ⁽³⁾
Élaine C. Phénix, administratrice ^{(1) (2)}
Jean-Réal Poirier, administrateur ⁽²⁾
Richard Hoel, administrateur ⁽¹⁾
Lisa Henthorne, administratrice ^{(2) (3)}
Laurence E. Gamst, administrateur ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Comité d'audit

⁽²⁾ Comité de gouvernance, rémunération et risques

⁽³⁾ Comité de projets et technologies

Membres de l'équipe de haute direction

Frédéric Dugré, président et chef de la direction

Josée Riverin, V.-P., finances

Marc Blanchet, V.-P., affaires corporatives et juridiques & Secrétaire du conseil

Guillaume Clairet, V.-P. exécutif

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

Auditeurs indépendants

Deloitte S.E.N.C.R.L /s.r.l.

Agent de transfert

Services aux Investisseurs Computershare Inc.

BUREAUX ET USINES

Siège social

330, rue St-Vallier Est, suite 340
Québec, Québec, G1K 9C5
Téléphone : 418.688.0170
Télécopieur : 418.688.9259

investisseur@h2oinnovation.com
www.h2oinnovation.com

Usines (Amérique du Nord)

201, 1^{ère} Avenue
Ham-Nord, Québec G0P 1A0

1048 La Mirada Court
Vista, Californie 92081

8900, 109th Avenue North, Suite 1000
Champlin, Minnesota 55316

Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18th Ave SE
Calgary, Alberta T2G 1L6

5100, South Service Road, Unit 17
Burlington, Ontario L7L 6A5